

Plus que jamais, la France a besoin d'un acte II de la décentralisation culturelle

En 2017, le Syndicat des entreprises artistiques et culturelles (Syndec) alertait déjà le président de la République sur la nécessité de réimplanter des artistes dans les zones pavillonnaires et dans les villages. Il réitère aujourd'hui son appel.

En octobre 2017, les adhérents du Syndicat des entreprises artistiques et culturelles (Syndec) adressaient une lettre au nouveau président de la République pour qu'un acte II de la décentralisation culturelle soit mis en œuvre. Ils se disaient prêts à leur *aggiornamento* : l'institution publique de la culture voulait elle aussi être plus proche des questions et des besoins, et proposait une séquence d'innovation dans les lieux publics de la Culture et de nouvelles alliances avec la population.

Cette lettre faisait état d'un nouveau souci, littéralement, nous disions que de nouvelles couches de la population connaissaient le sentiment de leur déclassement, et l'angoisse de voir que la culture, les anciens outils libérateurs, ceux de l'école et de l'art, ne fabriquaient plus pour leurs enfants les éléments de l'ascension sociale ni le sentiment juste que chacun, par ses capacités et celle que soit son origine sociale, a sa place dans le pays.

Nous étions conscients d'être en butte à de nouveaux enjeux, à de nouveaux reproches aussi. Nous savons que nous sommes pris dans un nouvel étau critique, tantôt nous reprochant d'être élitistes, tantôt nous reprochant d'être trop obsédés par les classes les plus défavorisées, et oubliant de satisfaire la population qui, par son travail et ses impôts, nous permet de travailler.

Bien sûr, ces critiques sont absurdes. Il faut réellement ne pas vouloir savoir ce qui se passe dans nos organisations artistiques pour nous dire que nous ne sommes pas au côté des gens, des travailleurs pauvres ou appauvris, de leurs enfants, par un labeur assidu qui organise les rencontres, l'œuvre commune, les délibérations... Le nier, c'est faire le jeu de ceux qui instrumentalisent le sentiment fondé des habitants devant la perte des outils de leur émancipation, et faire le jeu de ces élus, de ces propagandistes, qui dès lors en appellent à une culture de la satisfaction identitaire.

distes, qui dès lors en appellent à une culture de la satisfaction identitaire.

Libérer les énergies créatives

Mais le point est que nous avons senti que la culture publique était en défaut. Et nous alertions le Président : dans les zones périurbaines, dans les zones rurales, dans la France qui n'est pas celle des plus grandes pauvretés, un besoin se rouvre, comparable à celui de la France de l'après-guerre, qui a connu l'invention de notre politique culturelle. Nous demandions un «acte II de la décentralisation culturelle» pour prendre en charge ces questions : réimplanter des artistes dans les zones pavillonnaires, dans les villages, là où un travail sérieux de ce que peut la culture devait être réoffert aux citoyens.

Nous connaissons aujourd'hui cette angoisse nouvelle devant la difficulté d'expression de nos enfants, devant notre propre confusion, et nous avons besoin plus que jamais de travailler à notre propre parole. Nous pensions que notre président, qui cherchait à libérer les énergies créatives d'un pays bloqué, comprendrait et qu'il entendrait notre déclaration honnête de vouloir nous aussi organiser notre propre ajustement.

Nous proposons des prototypes pour que nos lieux soient les espaces des nouvelles sociabilités, celles de la jeunesse notamment ; nous proposons de devenir les lieux de nouvelles assemblées populaires sur les questions de la vie en situation locale ; nous proposons un plan interministériel qui nous permette de revitaliser bien des aides exténuées des politiques de la ville, des politiques sociales et éducatives, des politiques du travail, pour qu'avec la population nous rebâtissions des situations où les artistes et les gens reprennent en main ce qui est blessé du destin collectif ; nous proposons enfin une nouvelle implantation

d'artistes et d'intellectuels en proximité là où ils ne sont pas parce que le pays a changé. Il faut cesser de croire que la «décentralisation culturelle» est achevée. Un besoin nouveau apparaît.

Et nous demandons encore au Président, au Premier ministre et au ministre de la Culture d'écouter enfin, avec sérieux, notre déclaration.

A l'école des gilets jaunes

Nous n'avons pas pris la parole collectivement sur le mouvement des gilets jaunes parce que nous étions probes. Nous étions nous aussi à l'école de ces personnes, écoutant leur colère légitime, ses contradictions inévitables et ses inventions. Et comme nous tous, nous savons que ce qui se joue là, porté par les habitants, est une séquence décisive de notre histoire. Elle pèsera sur nous tous, si elle est maltraitée. Notre destin s'y joue, en grande partie.

Les adhérents du Syndec, dans leurs lieux, leurs compagnies, se disent prêts à accueillir tous les débats que voudront organiser les habitants, avec les intellectuels et tous ceux qui se sont déclarés prêts à les accompagner ; ils disent et diront sur les lieux des réunions populaires, sur les ronds-points et ailleurs, qu'ils ont beaucoup à y apprendre, qu'ils veulent partager la difficulté nouvelle des questions, y venir avec ce qu'ils sont : des gens dont la fonction est de travailler à mettre en formules éclaircies, désirables, et libératrices, les points en impasse de notre vie. Et que pour cela, plus que jamais, car pour tout le monde dans ce moment de l'histoire une manière nouvelle de nommer le monde et d'y organiser notre action, doivent être inventées, ils ont besoin des autres, du réel des existences.

Marie-José Malis Présidente du Syndec